

Etre communiste dans n'importe quelles circonstances !

(Quelques problèmes dans l'analyse de la crise actuelle)



La camarade Inessa Armand, morte du choléra en 1920, à l'âge de 46 ans

« Pour pouvoir lutter, il faut d'abord disposer d'un terrain, d'air, de lumière et de la possibilité de se mouvoir. Sinon, tout reste bavardage. »

(Lettre de Friedrich Engels à Véra Zassoulitch, 23 avril 1885.)

« Tout en dirigeant activement les luttes d'intérêt immédiat, les communistes des pays capitalistes doivent les lier à la lutte d'intérêt général et à long terme, éduquer les masses dans l'esprit révolutionnaire du marxisme-léninisme, élever sans cesse leur conscience politique et assumer la tâche historique de la révolution prolétarienne. Si l'on n'agit pas ainsi, si l'on prend le mouvement d'intérêt immédiat pour le tout, si l'on ne cherche qu'à s'en tirer momentanément, si l'on ne fait que se plier aux événements de l'heure, en sacrifiant les intérêts vitaux du prolétariat, c'est de la social-démocratie à cent pour cent. »

(Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste internationale du Parti communiste chinois. 14 juin 1963.)

C'est la panique générale et mondialisée! Depuis que le gouvernement chinois a décidé de recourir à la mesure extraordinaire du confinement du Hubei pour *lutter* contre le nouveau coronavirus, il a influencé par effet domino un très grand nombre d'autres Etats réactionnaires, et en particuliers, ceux qui rencontraient de forts mouvements de contestations ont sautés sur l'occasion de mettre en pratique cette nouvelle arme de coercition. Près de la moitié des Etats bourgeois dans le monde, très réactifs et stratégiquement intelligent profite de l'utilisation de la propagation d'une épidémie pour instaurer un état d'urgence « sanitaire ».

Le gouvernement français confronté au mouvement des Gilets Jaunes et à une longue grève pour la défense des retraites, parie sur le confinement pour pacifier la société et imposer des nouvelles conditions d'intensification de l'exploitation. De même la Thaïlande, la Serbie etc., où peu importe le très petit nombre de décès dû au coronavirus, la situation sociale exige la pacification et le contrôle des masses révoltées contre leurs dirigeants. Au Chili c'est plus d'un million de manifestants qui se mobilisaient contre le pouvoir avant le confinement sous contrôle militaire. Les Pays-Bas qui bien que n'ayant pas confiné la population et qui mise sur l'immunité collective interdit tout de même les manifestations ! (Interdiction des rassemblements pour une durée de trois mois – pour un peu plus de 600 morts à l'échelle du pays). La Suède, elle aussi pour la réduction de l'épidémie par l'immunité collective, interdit les rassemblements de plus de 500 personnes, puis de 50. En ce domaine-là, il n'y a pas d'Etats bourgeois, même les plus démocratiques qui ne saute pas sur la meilleure aubaine qui soit pour imposer un régime autoritaire avec le consentement de la population, guidée par la peur de chopper le virus et la culpabilité de le transmettre. Le personnel soignant est mobilisé via des campagnes de sensibilisation « Restez chez vous ! ». Le gouvernement ordonne de rester confiné sous peine d'amende. Excepté les salariés des secteurs « essentiels » qui devront continuer à travailler (industrie pharmaceutique, agro-alimentaire, énergie etc.), qui ont juste le droit de rentrer chez eux après leurs heures d'exploitation réglementaires, que le gouvernement n'a pas mis longtemps avant de revoir à la hausse. Mesure de guerre économique en tant de crise capitaliste : Le temps de travail peut d'ores et déjà atteindre 60 heures par semaine maximum, jusqu'au 31 décembre 2020...pour l'instant.

Dans les milieux qui se revendiquent de la révolution, c'est le grand désarroi. Les organisations qui clament la « guerre populaire » à tout bout de champs appellent à profiter de la situation pour...lire des bouquins chez soi. Même l'intelligentsia radicale, qui ne jure en temps normal que par l'émeute, appelle à respecter la « distanciation sociale ». Si c'est pour tomber malade, il est déconseillé de se révolter...sauf sur internet qui est devenu la vitrine populaire des opinions de la société. Mais sur les réseaux sociaux du net, on jure qu'on se prépare ! On se prépare pour « après ». Après la fin du virus, après le déconfinement. Ce déconfinement qui sera décidé par l'Etat. Autrement dit, on laisse toute l'initiative à la bourgeoisie. Les capitalistes face à la crise pensent à ce qu'il faut faire immédiatement pour sauver leur système. Ils pensent « maintenant », les « révolutionnaires pensent « après » ...erreur qui peut nous coûter cher !

Ce que nous apprend la crise présente c'est que le capitaliste 1) ne perd jamais de vue – ne fut-ce qu'un instant – ses intérêts fondamentaux de classe. 2) Il réagit très vite dans le sens de ces intérêts. Quel que soit les fléaux qui surviennent ; crises économiques, catastrophes naturelles, guerres, terrorisme, épidémies etc., cela ne l'ébranle jamais au point qu'il oublie ses intérêts de classe, ni ne le paralyse dans l'action lorsqu'il s'agit de s'adapter aux circonstances. Il dresse un plan stratégique qui doit être mis en place immédiatement, et pour le long terme.¹

Déjà des responsables de syndicats patronaux, envisageaient au début du confinement l'après coronavirus et mentionnaient l'assouplissement pour les heures supplémentaires, le transfert de l'épargne salariée aux entreprises etc. Un capitaliste reste un capitaliste, devant n'importe quelle situation... Un jour avant le vote des ordonnances du 19 mars 2020, on pouvait lire dans Le Figaro : « Lorsque nous serons en sortie de crise, il est certain que nous aurons besoin d'un solide plan de relance, avec la possibilité de faire des heures supplémentaires qui soient défiscalisées et sans charges patronales. » (Bernard Stalter, Président de CMA France). Et en moins de temps qu'il n'en faut pour dire « ouf », c'est déjà voté à la date du 19 mars 2020 !

Le patronat se serre les coudes ! Geoffroy Roux de Bézieux, patrons des patrons, Alain Griset, président de l'U2P montent au créneau pour défendre les capitalistes du BTP rentrés en conflit avec la ministre de l'exploitation. Alors que celle-ci leur demande de continuer l'activité, les capitalistes du BTP guidés par la peur de devoir payer un trop grand nombre de salariés

¹Dans un entretien avec le patron d'Uncork Capital, un fond d'investissement : « Quelle est votre stratégie pour faire face à la crise économique ? Notre priorité c'est notre portefeuille existant. Nous disons à la centaine de sociétés actives dans lesquelles nous avons investi qu'elles doivent maintenir leur capacité afin de survivre sur les 12 à 18 prochains mois pour être capable de rebondir ensuite. Pour les sociétés dans la restauration ou la vente, qui sont passées de quelques millions de chiffres d'affaires à zéro en une semaine, elles doivent licencier environ deux tiers de leurs effectifs. Les autres doivent estimer quels sont les clients qui risquent de ne pas payer et faire les coupes nécessaires ». (Les Echos 25 mars 2020).

absents et les difficultés d'approvisionnement de matériel ne voient pas pourquoi ils n'auraient pas le droit à leur part dans le beau gâteau à 300 milliards annoncé par le gouvernement. C'est l'arrêt total des chantiers. Un grand nombre de salariés intérimaires, qui sont en France pour 80% des ouvriers sont renvoyés dans l'armée industrielle de réserve (aux réserves plus qu'incertaines). Les travailleurs au noir, prolétaires sans papiers, sont condamnés à la mort sociale.

Le confinement de plusieurs pays entraîne toutes les nations à réduire leur production. Même le Japon qui s'y refusait² est obligé d'arrêter une partie de ses industries. Il y a trop de pièces manquantes pour fabriquer des produits finis des suites de la paralysie de l'économie mondiale, les capitalistes japonais veulent ainsi éviter une crise de surproduction. Mais en mettant en œuvre un régime de confinement, la bourgeoisie ne peut qu'amplifier tous les facteurs d'une crise capitaliste. La fermeture des entreprises dites « non essentielles » entraîne des pénuries de marchandises sur pénuries de marchandises, les retards de paiements, forçant les entreprises à prendre des mesures d'exception : réduction ou arrêt total de la production pour un temps indéterminé, licenciements, fermetures définitives pour toutes celles déjà en difficultés. C'est la faillite généralisée. La crise présente est comparée à celle de 1929 ! L'Etat, une fois de plus devra sauver les grands monopoles de la faillite. Le gouvernement français à ce jour mobilise un pactole d'une centaine de milliards. Mais la bourgeoisie ne peut pas éviter les crises. Et toutes les mesures qu'elles prend pour y faire face préparent en général les futures crises plus violentes encore.

Stratégie criminelle du confinement ! Car en stoppant la circulation d'une partie des marchandises il a même mis le système de santé en manque d'oxygène et de curares, nécessaire à l'assistance respiratoire. Et la panique généralisée, médiatiquement créée a pour effet de saturer les services de santé.³

Cela n'empêche pas tous ce qu'il y a de bonnes consciences bourgeoises – surtout la presse française – dans le monde de déclarer la guerre médiatique à quiconque ne pratique pas le confinement mais mise sur l'immunité collective. Le Mexique était ainsi fustigé dans les médias alors qu'il connaît un nombre de décès largement inférieur au cas français. Accusé de laxisme face au coronavirus pour...12 décès, fustigé entre autre par l'ONG impérialiste *Human Rights Watch*. L'Allemagne est pointée du doigt parce qu'elle « ne joue pas le jeu ». Les requins capitalistes français qui se sont mis dans la merde tout seul exige une fois de plus que l'Allemagne qui n'a pas suivie la même voie les suivent dans le marais. En vérité, une partie de la bourgeoisie française voit bien – trop tard – que sa politique pourrait creuser encore plus l'écart entre elle et la première puissance européenne, au bénéfice de cette dernière. Rien ne l'effraie plus qu'elle sorte grandie de la crise par rapports aux capitalistes français, ce qui affaiblirait leur capacité à la concurrencer dans le rôle d'usurier des pays plus faibles frappés par la crise au sein de l'Union capitaliste européenne.

Bruno Le Maire proposant un « partage de l'effort au niveau européen » déclare: « Le risque, c'est qu'un pays comme l'Allemagne relance son économie et que d'autres ne le puisse pas. »

Peu à peu se sont succédés les injonctions à confiner l'Afrique, suivi de mesures effectives. Alors que cette pratique coercitive n'a jamais été pratiquée pour des épidémie plus graves qui frappent le continent africain et que les cas de décès sont peu nombreux, les impérialistes y voient une nouvelle occasion de soumettre des nations entières à la dette. Dans les pays les plus pauvres, le confinement aura des conséquences mortifères catastrophiques. Car là où une grande partie de la population vie de l'économie informelle, où le système de soin est plus que précaire, et où l'Etat ne peut garantir aucun revenu de subsistance, il est évident que cette mesure va tuer des millions de personnes.

« Le 26 mars le Centre pour la prévention et le contrôle des maladies de l'Union africaine annonçait que 46 pays d'Afrique étaient touchés par la pandémie, et que 2819 cas de coronavirus avaient été confirmés et que 73 personnes en étaient décédées. » (Source La Lettre de l'AFASPA mars 2020)

Afrique : Un économiste togolais, Kako Nubukpo⁴ présente comme « une très bonne chose » que l'Ethiopie ai opté pour le confinement, tandis qu'il reconnaît qu'au Bénin « où 80% de l'emploi est informel, ce serait suicidaire de confiner la population »...

Et citant les exemples du Sénégal, de la Cote d'Ivoire et du Nigéria, stipule que la difficulté « sera d'arbitrer entre confiner les populations au risque qu'elles meurent de faim ou les laisser vaquer à leurs occupations sachant que 20% de l'emploi dans tous ces pays est informel. Les agents économiques n'ont ni épargne, ni stocks, et vivent au jour le jour. » Donc

²Il est estimé qu'au Japon, plus de 100 000 personnes par an en moyenne meurent d'une pneumonie.

³Voir en annexe l'important article « Une létalité très disparate à travers l'Europe »

⁴Les Echos 10, 11 et 12 avril 2020.

arbitrairement il serait « suicidaire » de confiner les uns, et une « très bonne chose » de confiner les autres, en dépit des conditions analogues de sous-développement et de misère dans la grande partie des pays d'Afrique soumis à l'impérialisme. Economistes au service de l'accumulation du capital, voilà des génocidaires en puissance ! Pour confiner l'Afrique afin d'affaiblir son économie, la France se situera en avant-poste afin d'écraser les nations par la dette. Bruno Le Maire : « Nous soutenons un moratoire de la dette des pays les plus pauvres dans les mois à venir. Le club de Paris, qui a l'expérience [l'expérience d'usurier des pays pauvres] de ces situations, devrait être à l'avant-garde de cette initiative. » (*Les Echos* 3 et 4 avril 2020)

Tout ceci arrive dans un contexte de crise du capitalisme qui précède le développement de l'épidémie du coronavirus nouveau. Le dimanche 1^{er} mars 2020, dans *Le Figaro*, Patrick Artus, directeur de la recherche et des études de Natixis revenait sur « La récession industrielle mondiale qui a frappé l'été dernier ». Quelques jours avant le confinement en France, panique des Bourses internationales. Mais nos bourgeois gagent que tout cela sera oublié. Il n'y a pas de crise du capitalisme. Il y a eu une pandémie qui forçait à prendre des mesures de guerre. « On n'avait pas le choix ».

Par ailleurs, sur le plan des libertés politiques, les journaux bourgeois s'indignent du Hongrois Viktor Orban qui profiterait de la crise pour renforcer sa dictature, tandis qu'en France, il faut respecter les mesures de distanciations sociales, il faut protéger la police pour qu'elle contrôle la population, il faut tracer toute la population via une application mobile, mais tout va bien dans le meilleur des mondes ! Le régime de confinement policier est tout simplement nié. Il existe une situation sanitaire qui nous oblige à prendre de telles mesures qui ne sont considérées liberticides que dans d'autres pays. La chroniqueuse des Echos, Cécile Cornudet écrit ainsi : « La demande d'autorité n'a jamais été aussi haute, on le voit dans les récriminations contre ceux qui relâchent le confinement : pourquoi n'est-on pas plus sévère, pourquoi l'amende n'est-elle « que » de 135 euros ? » (*Les Echos* 7 avril 2020)

Pour le Parti Socialiste ou le journal de la CGT « Ensemble ! », la même émotion bourgeoise devant la *difficulté* des policiers à contrôler la population sans protections. Dans « Ensemble ! » d'avril 2020 est ainsi défendu la revendication de réprimer les masses ! : David Lecocq, secrétaire général de la CGT Intérieur déclare : « Sur le terrain, on a des policiers qui doivent aller au contact de la population pour contrôler les attestations de circulation. Ils sont confrontés sans masques et sans gel aux citoyens, sans aucun cordon sanitaire. » Ils ont au moins le geste barrière du coup de matraque ! C'est prétendument pour la santé de tous qu'on soumet les masses à l'amende. Tout ça pourquoi ? Prenons quelques propos sur ce que disent des médecins sur la nature du virus et de ses conséquences :

Le professeur Jean-Daniel Lelièvre, immunologue au CHU Henri-Mondor et chercheur à l'Inserm : « ...il n'est pas aussi mortel qu'Ebola (60 à 80% de décès) ». Dans *L'Humanité* 27, 28 et 29 mars 2020.

La Dr Anne Gervais, hépatologue et gastroentérologue au service de maladies infectieuses de l'hôpital Bichat à Paris : « Cette maladie est déconcertante : 80% des personnes vont bien, 10% développent des symptômes mais peuvent rester chez elles. Les derniers 10% auront besoin d'une prise en charge médicale et parmi eux, une faible partie se retrouvera en réanimation. Sauf que le peu de gens qui développent des formes graves arrivent tous en même temps dans des hôpitaux déjà débordés, avec un manque criant de personnel. » Dans *les Echos* 30 mars 2020.

80% des personnes vont bien ! En effet, la majeure partie des personnes atteintes guérissent par la seule force de leurs anticorps. Mais alors pourquoi des mesures si exceptionnelles ? Si la bourgeoisie à saisie l'occasion de museler les contestations de son règne, si elle à opérée suivant la « stratégie du choc » pour imposer l'intensification de l'exploitation des masses salariées, il n'est pas exclu qu'elle ait aussi réagit par peur. A l'image des esclavagistes qui règnent sur l'Arabie Saoudite, confrontés à l'épidémie jusque dans la cour royale, qui ont décidé la gratuité des soins pour tous, y compris les immigrés sans papiers. Prouvant malgré eux, la nécessité du communisme.

Cette attitude de la bourgeoisie n'est pas nouvelle comme l'avait déjà rappelé Engels dans son livre « La situation de la classe ouvrière en Angleterre » : « J'ai déjà mentionné plus haut, l'activité inhabituelle que déploya la police d'hygiène lors de l'épidémie de choléra à Manchester. En effet, lorsque cette épidémie menaçait, une frayeur générale s'empara de la bourgeoisie de cette ville ; on se souvint tout à coup des habitations insalubres des pauvres et on trembla à la certitude que chacun de ces mauvais quartiers allait constituer un foyer d'épidémie, d'où celle-ci étendrait ses ravages en tous sens dans les résidences de la classe possédante. »

Ce qui explique pourquoi tant de moyens de flicage de la population ont été déployés sur Paris, centre du pouvoir bourgeois.

Quoi qu'il en soit, nombre de prolétaires et de travailleurs et travailleuses précaires sont sceptiques. Le gouvernement a-t-il « mal géré » la crise, ou s'est-il servi de la pandémie pour imposer des mesures économiques de guerre tout en muselant toute contestation sociale ? La thèse de la « mauvaise gestion » est celle des partis politiques de l'opposition de droite, mais aussi de la bureaucratie syndicale, des partis de la gauche bourgeoise et petite-bourgeoise. Dans l'esprit réformiste, les problèmes sociaux sont toujours une question de « gestion ». Cette thèse renvoi directement aux enjeux électoraux où il faudra défendre que si tel ou tel était au pouvoir à la place de Macron, les choses iraient mieux. Pour toutes ces couches, la critique même du confinement porte la marque du « conspirationnisme ».

Conspiration ? On trouve en effet dans les masses toutes sortes de théories sur l'origine du virus, les raisons du confinement etc. Elles peuvent être plus ou moins crédibles, plus ou moins fantastiques, mais on aurait tort de les rejeter d'un revers de la main avec mépris. Les premières raisons de l'influence de toute pensée « conspirationniste » étant : L'Etat ment. L'Etat ment tout le temps. Lorsqu'il introduit des lois qui lèsent les intérêts des travailleurs il ment sur les raisons qu'il donne de la nécessité de telles lois. Lorsqu'il enseigne l'histoire, aux enfants dans les écoles, aux adultes dans les médias, il ment, cache ses crimes, dissimule la véritable nature du capitalisme. Et les bourgeoisies du monde entier ont à leur compte génocides, attaques chimiques contre des populations, attentat à la bombe nucléaire, camps de concentration etc. La bourgeoisie française est coupable de l'empoisonnement au chlordécone de la quasi-totalité des Antillais etc. Tout ceci n'est-il pas bien plus terrible encore que la propagation d'un virus ? La thèse que le virus aurait été créé volontairement, même si elle nie le rôle de la destruction des environnements naturels dans la propagation des épidémies, trouve néanmoins des sources dans des faits matériels bien concrets.⁵ Il n'y a donc pas à s'étonner que de telles théories puissent toucher les masses. Car si l'Etat ment, il faut bien trouver une raison. Et la propagande trop faible des idées communistes, de la conception matérialiste du monde fait défaut, tandis que la surabondance d'information via internet est devenue la norme.

Les théories « conspirationnistes » sont entre autre, le fruit de la guerre entre les Etats. Les USA accusent la Chine, l'Iran accuse les USA, la Russie propage une fausse information sur la France, la France propage une fausse information sur la Russie, et tout ce jeu de déstabilisation des impérialistes entre eux redescend dans le peuple. Mais il y a un bon côté des choses dans l'attitude des masses mêmes qui peuvent partager ces théories, c'est la défiance vis-à-vis du gouvernement et de ses experts scientifiques. On n'y croit pas, on ne croit pas que ce gouvernement puisse être soucieux de nos intérêts. Les « théories » qui se partagent ainsi dans les masses peuvent bien être erronées, mais elles se partagent d'autant plus facilement qu'on n'exprime aucune illusion sur les dirigeants, systématiquement analysé comme des « comploteurs », des pervers et des criminels. N'est-ce pas là un reflet fantastique de la vie réelle des masses exploités ? Etre écrasé, humilié tous les jours par une force (une classe) qui paraît inattaquable, qui exerce un contrôle oppressant sur vous, voilà le terreau du « complotisme ». Pour que l'analyse superficielle et fantastique soit remplacée dans les esprits par la connaissance des lois du développement de la société, par la juste compréhension de la lutte des classes, il faudrait savoir imposer une propagande matérialiste, une propagande de masse. Pour cela, encore faut-il nous organiser de manière à s'en donner les moyens. Cela est impossible aujourd'hui dans l'état de cercles dispersés dans lequel se trouve le mouvement communiste en France. Pour le moment présent, ce « complotisme » ne doit pas nous inquiéter plus que la naïveté criminelle des syndicats, qui nient ou justifient l'Etat policier qui se renforce, et des militants révolutionnaires qui acceptent de leur plein gré les injonctions à la quarantaine.

L'opposition au régime de confinement : une question de principe

Aussi déconcertant que ces propos puissent paraître à certains dans cette période de panique généralisée, le problème fondamental n'est pas la pandémie en tant que telle, sa nature, ou son degré de létalité, mais l'attitude du prolétariat et des masses envers elle en général, et l'attitude des communistes en particuliers.

Théoriquement, les communistes forgés dans le fait que la lutte des classes est le moteur de la société sont préparés aux arguments démagogiques des bourgeois pour justifier d'une guerre contre un Etat, « contre le terrorisme » ou des réformes

⁵ Bien qu'on pointe du doigt les marchés paysans d'animaux sauvages comme responsables de la naissance du coronavirus nouveau, il faut tout de même savoir que la province du Hubei a aussi pour caractéristique d'être un haut lieu de l'industrie pharmaceutique. Il est estimé que 70% des principes actifs utilisés dans l'industrie pharmaceutique au niveau mondial, proviennent de cette province.

aggravant la condition prolétarienne. C'est à ce titre que les attentats sanglants du djihadisme en France n'ont pas fait hurler les communistes avec les loups bourgeois et la partie des masses arriérées qui criaient à l'union nationale contre le terrorisme, mais qu'ils ont restitués la cause des attentats dans l'impérialisme et ses guerres de pillage contre les nations faibles.

Mais face à une « crise sanitaire », s'est installée l'idée que, n'étant pas spécialiste, il nous fallait remettre notre confiance aux experts, médecins et scientifiques qui, regroupés au sein d'un conseil de guerre gouvernemental, dictent la démarche à suivre pour toutes les classes en vue de la *lutte* contre le coronavirus. Rappelons qu'aucune conclusion de la science ne saurait obliger la bourgeoisie à renoncer à l'accumulation du capital. Quand bien même il le faudrait (l'exemple du dérèglement climatique en est témoin), scientifiques et médecins bourgeois se garderaient bien de prôner l'anticapitalisme, étant eux-mêmes des bourgeois qui placent la bonne continuité du régime capitaliste avant toute considération de santé publique.⁶ Le Conseil scientifique n'est là que pour suggérer ce qui est politiquement acceptable pour le gouvernement. Ce Conseil scientifique n'a pas pu d'ailleurs s'abstenir de créer un groupe de travail comprenant aussi bien des médecins que des économistes. Les intérêts du capital commandent en toute chose dans la république bourgeoise.

Dans son livre « Travailler peut nuire gravement à votre santé », Annie Thébaud-Mony, expose les cas de quelques chercheurs de renom ayant joué un rôle important dans la découverte des dangers cancérigènes de l'amiante, du tabac etc., et comment, ils ont retourné leurs veste, revenant sur leurs propres études pour défendre le capitalisme qui les nourrit. Ainsi Richard Doll, éminent chercheur ayant révélé le lien entre tabac et cancer du poumon en 1950, jouera un grand rôle dans le camouflage des cancers industriels :

« Pour les responsables de santé publique, le seul véritable ennemi de la prévention est l'individu lui-même, avec ses habitudes, ses comportements, son ignorance. Les travaux de Richard Doll apportent une caution scientifique indiscutable aux choix politiques qui en découlent. La consommation de tabac est devenue la cible exclusive de la lutte contre le cancer, laissant le champ libre aux industriels de l'amiante, de la chimie, de l'agrochimie, du nucléaire et de toutes les activités industrielles polluantes. »⁷

Ainsi aussi, dans notre cas actuel, face à la pandémie, la doctrine de la responsabilité individuelle (celle de se confiner, la culpabilité de contaminer autrui) matraquée par le pouvoir, ses médias et médiateurs plus ou moins honnêtes, devient la ligne directrice pour « lutter » contre le virus, toutes classes réunies.

« La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités considérées jusqu'alors avec respect et crainte religieuse. Elle a transformé le médecin, l'homme de loi, le prêtre, le poète, l'homme de science, en salariés à sa solde. »⁸

Pas convaincu ? Revenons au palmarès de l'éminent chercheur Richard Doll : En 1982, consultant pour la firme Turner and Newall il participe à camoufler les dangers de l'amiante pour les ouvriers des usines du groupe. En 1983, il camoufle la dangerosité du plomb dans l'essence des véhicules, en 1985, il dément la dangerosité de « l'agent orange » de Monsanto, utilisé par l'armée américaine au Vietnam. L'homme de science à la solde du capital, il y a longtemps que ce fait est indiscutable. Il faut dire que dans notre pays nous avons l'exemple de quelques toubibs illustres (Bernard Kouchner, Robert Ménard entre autres...) qui nous aident à être un peu sceptique sur la valeur du serment d'Hypocrate...pardon, d'Hippocrate ! Les communistes ne peuvent pas partager la conception d'une couche scientifique et médicale « neutre » politiquement. La lutte des classes est ici présente. Et s'il existe encore un doute à ce sujet, rappelons-nous ne serait-ce que le nombre de fois où, des hommes et des femmes de science, ont servi à maquiller des crimes de la police lors des autopsies (Lamine Dieng, Adama Traoré etc.). Au fil des jours du confinement, n'oublions pas que l'Académie de médecine a recommandé que la sortie du confinement soit accompagnée du maintien de l'interdiction des rassemblements, c'est-à-dire aussi des manifestations. Partant du fait que tout mouvement de grève dans une entreprise qui concentre un certain nombre de travailleurs est un « rassemblement », c'est donc une attaque contre le prolétariat.

⁶ Bien sûr, la bourgeoisie ne peut jamais se désintéresser totalement de la santé du prolétariat. Pour la simple et bonne raison qu'il s'agit de l'entretien de la force de travail humaine grâce à laquelle elle peut extraire la plus-value.

⁷ « Travailler peut nuire gravement à votre santé », Annie Thébaud-Mony.

⁸ Marx et Engels, Manifeste du Parti communiste 1848.



L'argumentation pseudo-scientifique justifiant le confinement général de la population doit être combattue. Plus généralement, l'introduction pour le mouvement communiste d'un danger exceptionnel et nouveau, posé comme fondamental et devant, même pour un temps provisoire, régir la vie sociale du pays, est une mystification. L'histoire humaine ne connaît pas de luttes de classes qui aient pu se dérouler dans des conditions parfaites, où les révolutionnaires n'auraient rien à craindre pour eux-mêmes et leurs proches. Une telle chose n'existe pas. À l'époque de l'impérialisme, les prolétaires luttent dans les conditions les plus dures du système d'exploitation. La famine, la maladie, les catastrophes naturelles n'ont jamais pu empêcher les bouleversements révolutionnaires. Même là où il n'y a pas de mouvements révolutionnaires, ces fléaux n'ont jamais pu freiner le développement de la lutte des classes.

Le mouvement ouvrier du XIX^{ème} siècle s'est développé dans la lutte, à travers la phthisie, la scarlatine, le typhus, le choléra etc. À ce titre, lire l'indispensable *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* de Friedrich Engels. Cela n'a pas empêché l'essor du mouvement chartiste en Angleterre, ni la naissance de l'Association internationale des travailleurs. Tout cela n'a pas empêché les exemples les plus glorieux de l'organisation et de la lutte ouvrière en France : la révolution de 1848, la Commune de 1871, la naissance de la Confédération Générale du Travail. Les frères Léon et Maurice Bonneff dans leur magistral « La vie tragique des travailleurs », dressent un tableau de la terrible condition sanitaire de la classe ouvrière au début du XX^{ème} siècle que chaque prolétaire devrait posséder comme livre de chevet. Ce début du XX^{ème} siècle n'en est pas moins fait de grèves héroïques. Ce début du XX^{ème} siècle qui est aussi bien sûr, celui de la première révolution russe, de la naissance des Soviets en 1905.

On attribue en général l'origine de la grippe dite « espagnole » aux conséquences de la première guerre impérialiste mondiale. Elle va faire entre 1918 et 1920, 50 millions de morts sur la planète. Comme nous le savons tous, c'est la période historique de la révolution d'octobre, de la guerre civile pour la consolidation de l'État soviétique. Aussi nous considérons cette époque non comme « l'époque de la grippe espagnole » mais comme *l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne*. La fin de la 1^{ère} guerre impérialiste mondiale coïncide avec des grèves massives en France et en Italie, avec la révolution allemande, avec l'essor du mouvement anti-impérialiste en Chine et la création des partis communistes adhérant à la III^{ème} internationale communiste. Ainsi, aussi meurtrière que fut la maladie, ce qui caractérise cette période historique, c'est la révolution prolétarienne et non la pandémie.

Ensuite, il y a eu la grippe dite *asiatique* de 1957-1958 qui a fait entre 1 et 4 millions de morts. Jamais dans l'histoire du mouvement ouvrier communiste on a considéré cette période comme celle de la « grippe asiatique ». C'est la période historique de la contre-révolution en U.R.S.S., la division (non encore officielle) du mouvement communiste international, la lutte contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien est à ses débuts. La lutte armée anticoloniale est en plein essor.

Nous abordons ensuite 1968. La grippe dite *de Hong-Kong* de 1968-1970 a fait quant à elle, 1 million de morts. Je n'ai pas besoin ici de revenir sur ces années dont tout le monde connaît la portée politique. À ne considérer que la France, la grande révolte de mai 68 est un événement plus important que la grippe de Hong-Kong. De même, lorsque ces dernières années, le

prolétariat indien dépasse par trois fois le record de la plus grande grève de notre histoire, c'est là un évènement d'une portée politique fondamentale, au regard de n'importe quelle crise épidémique. Et pourtant, l'Inde, comme le Bangladesh (où les révoltes des ouvrières du textile sont fréquentes) font partie des pays les plus touchés chaque année par le choléra.

Le Parti des milliardaires de Chine semble le seul à sortir grandit de cette crise qui lui permet d'étendre son « aide » internationale. Il y voit l'évènement qui fournit la nouvelle occasion de prôner la coopération internationale entre les impérialistes du monde entier et la concorde entre les classes. Comme Khrouchtchev en son temps, où c'était l'apparition de la bombe atomique et le danger d'une guerre nucléaire qui faisait office d'épouvantail, un grand danger menaçant toute l'humanité est mis en avant pour la conciliation de classe. Tout le monde dans le même bateau, les rangs serrés dans la pratique du confinement. Aujourd'hui c'est la bourgeoisie impérialiste chinoise qui reprends ce flambeau dans un communiqué d'unité mondiale contre le virus :

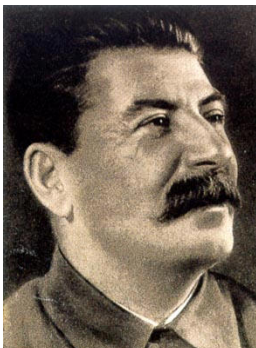
« Actuellement, le COVID-19 qui a tourmenté le monde, nous a confrontés au défi le plus urgent et le plus grave pour la santé humaine et l'assainissement et le développement pacifique mondial. Nous, principaux partis politiques de différents pays du monde, attachés au bien commun, au développement national, à la paix et à la stabilité mondiales... »

« Il est de notoriété publique que le virus ne connaît pas de frontières et qu'aucun pays n'est capable de le gérer seul. Les moments les plus difficiles nous donnent plus de raisons de nous soutenir. Avec une plus grande conscience d'appartenir à une communauté ayant un avenir commun pour l'humanité, les pays doivent ajouter des ressources et des forces au niveau mondial grâce à la coopération internationale, des politiques intégrées et des actions coordonnées pour lutter contre le virus, un ennemi commun des êtres humains. »

« Nous convenons que l'épidémie nous oblige à renforcer le concept de gouvernance mondiale fondée sur la consultation mutuelle, la coopération et les avantages entre tous les membres et à aider l'ONU et l'OMS à jouer le rôle central dans la gouvernance mondiale des santé publique. Nous appelons les membres de mécanismes multilatéraux comme le G20 à mieux articuler leurs programmes, à faire converger efficacement les efforts de prévention de contrôle, afin de construire une communauté de santé partagée pour l'humanité. »⁹

Ainsi, s'il s'agit de deux dangers de natures différentes, la menace atomique et la pandémie, la conception réformiste est fondamentalement la même entre l'utilisation d'un fléau par le social-impérialisme soviétique hier et le social-impérialisme chinois aujourd'hui¹⁰. Le fondement théorique en est le rejet de la nécessité de renverser l'impérialisme par la violence. Au lieu de ça, un discours vaseux sur une prétendue coopération mondiale qui pourrait régler les problèmes sociaux. Langage diplomatique qui masque le fait que chaque impérialiste qui s'y prête dissimule le fait qu'il recherche l'hégémonie au sein de la « coopération ».

Sur le caractère de *dangers nouveaux* pouvant amenés à réviser les principes de la révolution prolétarienne, le camarade Staline avait déjà pourtant balayé l'éventualité que l'apparition de la bombe atomique (incontestablement dangereuse !) pouvait amener un tel changement. Dans un entretien avec M.A.Werth du 17 septembre 1946, il déclarait :



« Je ne considère pas la bombe atomique comme une force aussi sérieuse que certains hommes politiques inclinent à le croire. Les bombes atomiques sont destinées à intimider ceux qui ont les nerfs faibles, mais elles ne peuvent décider d'une guerre, parce qu'elles sont absolument insuffisantes pour atteindre ce but. »

⁹ Déclaration conjointe du Parti communiste chinois et plus de 230 partis politiques d'une centaine de pays.

¹⁰ « Social-impérialistes », c'est-à-dire, Socialistes en paroles, impérialistes dans les faits.



Nul ne peut nier le caractère destructeur de la bombe atomique. Mais la position communiste authentique a toujours considéré qu'elle n'était pas de taille à dissuader les peuples de faire la révolution.

A la suite de Staline, le camarade Mao Zedong dû à son tour combattre ces théories capitulardes et contre-révolutionnaires.



« La bombe atomique est un tigre de papier dont les réactionnaires américains se servent pour effrayer les gens. Elle a l'air terrible, mais en fait, elle ne l'est pas. Bien sûr, la bombe atomique est une arme qui peut faire d'immenses massacres, mais c'est le peuple qui décide de l'issue d'une guerre, et non une ou deux armes nouvelles. » (Entretien avec Anna Louise Strong, aout 1946)

« Le chantage atomique des Etats-Unis ne peut intimider le peuple chinois. Notre pays compte 600 millions d'habitants et s'étend sur 9.600.000 kilomètres carrés. Les quelques bombes atomiques dont disposent les Etats-Unis ne sauraient exterminer les chinois. » (Le peuple chinois ne se laisse pas intimider par la bombe atomique, 28 janvier 1955)

Les révisionnistes khrouchtchéviens reprochaient à la Chine communiste de qualifier la bombe atomique de « Tigre de papier » et essayait d'effrayer les peuples sur le grand danger nouveau que représentait l'existence des fusées nucléaires. Par conséquent, les révisionnistes prônaient que le mouvement pour la paix et pour empêcher une nouvelle guerre mondiale était la tâche principale du mouvement communiste international, et non le renversement de l'impérialisme mondial par la révolution. Ils effrayaient les révolutionnaires avec des phrases telles que : « ...prévenir la guerre thermonucléaire, c'est sauver la classe ouvrière, les peuples de pays et même de continents entiers de la mort... »

« Toutes les forces éprises de paix s'unissent dans la lutte pour conjurer la guerre. Elles sont diverses tant par leur composition de classe que par leurs intérêts de classe. Cependant la lutte pour la paix, pour empêcher la guerre peut les unir, car la bombe atomique n'observe aucun principe de classe ; elle tue tous ceux qui se trouvent dans le champ de son action destructrice. »

« Il est évident que les camarades chinois sous-estiment le danger d'une guerre thermonucléaire. « La bombe atomique est un tigre de papier », « elle n'a rien de terrible », affirment-ils. Selon eux, le principal c'est d'en finir avec l'impérialisme, et ce serait une question secondaire que de savoir comment et au prix de quels sacrifices on y parviendrait. Secondaire pour

qui ? peut-on demander. Pour les centaines de millions d'hommes qui seraient voués à l'extermination en cas de guerre nucléaire ? Pour les Etats qui seraient effacés de la surface de notre planète dès les premières heures d'une guerre de ce genre ? »

« A la suite des conditions historiques objectives qui se sont créées (agressivité extrême de l'impérialisme, apparition d'armes d'une immense force de destruction etc.) la place centrale, parmi toutes les tâches qui se posent aux forces anti-impérialistes à l'époque actuelle, revient à la lutte pour la conjuration d'une guerre thermonucléaire. La tâche primordiale des partis communistes est de rassembler toutes les forces de paix pour défendre la paix, pour sauver l'humanité d'une catastrophe nucléaire » C'était pour les révisionnistes ... les possibilités qui existent actuellement d'emprunter une « voie pacifique de la révolution socialiste sans recourir à la guerre civile. »¹¹

Nous voyons donc que le même précepte utilisé hier par les révisionnistes soviétiques, est utilisé aujourd'hui par les révisionnistes chinois. Pour les réformistes des syndicats, comme pour les révisionnistes derrière la queue du tigre de papier Xi Jinping, le développement d'une pandémie constitue un facteur devant unir le monde, exploités et exploités autour d'un ennemi commun. Tandis que pour les communistes révolutionnaires, aucun danger de pandémie, aussi mortel soit-il, ne devrait remettre en cause la pratique révolutionnaire. Toute grève, toute manifestation, révolte, et bien sûr la révolution elle-même implique des grands mouvements de foule. Dans le cas de la propagation d'une épidémie il s'agit de facteurs favorables à la propagation du virus. Un révolutionnaire peut-il en conclure qu'il peut alors y avoir une *trêve*, qui suivant le mot d'ordre « la santé avant tout », relègue la lutte de classe à des jours meilleurs, aux « jours d'après » comme on entend souvent ? Et si l'on reconnaît en parole la continuité de la lutte de classe sous le confinement peut-on le faire tout en respectant le confinement, c'est-à-dire en acceptant l'absence de mobilisation organisée dans cette lutte de classe ? Non. Cela équivaut en fait à renier la lutte de classe elle-même.

Les révisionnistes pour faire peur vont jusqu'à nier l'immunité grégaire (l'immunité collective) et comme jadis Khrouchtchev avec la bombe atomique agite l'épouvantail d'un nombre de morts considérables pour faire peur au peuple. Un abruti au service de la politique de Xi Jinping écrit qu'en France il y aura 800 000 morts ! Dépassant les chiffres des experts bourgeois qui avaient été dépêchés par le gouvernement à la télévision pour annoncer la possibilité de 500 000 morts, afin de parer au manque de peur que suscitait la pandémie dans les masses au début de la crise. La Suède qui n'a pas confiné sa population et a misé sur l'immunité collective n'a eu à déplorer qu'une centaine de morts. La Chine d'où est prétendument partie l'épidémie en a déplorée des milliers. Par quel circonstance atténuante la France en aurais 800 000 ! ? Pauvre France maudite des dieux ! Non, les révisionnistes ont surtout touché le fond en essayant d'effrayer les masses plus que la bourgeoisie.¹² Quand bien même une situation sanitaire causerait en France le danger d'une centaine de milliers de morts ou un million, serait-ce encore une justification d'une union nationale pour enrayer la maladie ? Non. Ce serait toujours un motif supplémentaire pour propager le mot d'ordre du pouvoir populaire, qui jugera par la voix des tribunaux révolutionnaires ceux qui organisaient la santé sur la base du profit et qui sont responsables du fait que des centaines de milliers d'humains n'ont pu avoir le maximum de soin.

Qu'est-ce qui a bien pu amener les larges masses et certains camarades à considérer que le régime de confinement est justifié et qu'il n'y a, dans ce cas présent, qu'à faire confiance au gouvernement en attendant que la situation s'améliore ? Les arguments visant à définir le coronavirus comme une menace d'un nouveau type, prétendument plus dangereuse que d'autres maladies infectieuses bien connues qui font des ravages dans le monde ne tiennent pas debout d'un point de vue matérialiste. Il est estimé que, chaque jour, 25 000 personnes meurent de faim dans le monde.¹³ La grippe tue 60 000 personnes par an en Europe. Au niveau mondial, le nombre de décès dus au paludisme a été estimé à 405 000 en 2018, contre 416 000 en 2017 et 585 000 en 2010. Selon les estimations, il y a chaque année 1,3 à 4 millions de cas de choléra, et 21 000 à 143 000 décès dus à la maladie dans le monde. Quant à la pollution, danger permanent, elle provoque des millions de morts à l'échelle mondiale chaque année.

¹¹ (Lettre ouverte du CC du PCUS aux organisations du parti et à tous les communistes de l'Union soviétique 14 juillet 1963)

¹² Eric Caumes, médecin chef du service maladies infectieuses de la Pitié-Salpêtrière dit, dans les Echos des 3 et 4 avril 2020 sur le coût des vies humaines qu'aurait pu provoquer l'immunité collective : « Je ne crois pas qu'il aurait été de 500 000 morts en France comme l'ont dit certains modélisateurs [certains charlatans bourgeois !], car le taux de létalité est, selon moi, plus proche de 1 pour mille que de 1 pour cent au vu du nombre de malades non recensés autour de nous. »

¹³ Mesurer la cruauté d'un tel fait quand on sait que le régime de confinement a déjà mené à la destruction de plusieurs tonnes de produits de l'agriculture – rien qu'en France !

Nous voyons que si personne ne peut être indifférent à sa santé et à celle de ses proches, certains faits sanitaires sont bien plus terribles que ce qu'on affronte actuellement. Dans le cas présent, l'acceptation du confinement au sein d'une large partie du peuple permettra au gouvernement d'affirmer que le problème, ce sont ceux qui ont violé le confinement et non la destruction des moyens de la santé publique qui ont été sacrifiés sur l'autel du capital. Rappelons que, bien avant l'apparition de cette pandémie en France, des médecins avaient menacés de démissionner si des moyens supplémentaires n'étaient pas octroyés à l'hôpital public, témoignant déjà du caractère précaire des conditions de soins.

Dans *Les Echos* des 10, 11 et 12 avril 2020, on trouve des exemples de la manière dont est défendue cette théorie réactionnaire de la nécessité du confinement.

David Pujadas écrit : « En 1969-1970, la grippe de Hong Kong déferle sur la France. Elle fait 25 000 à 30 000 morts (dans un pays de 50 millions d'habitants). Qui s'en soucie ? (...) Pas de polémique sur les masques ou les tests. » Pour ce larbin du capitalisme, la cause en est que « De fait, jamais une autre époque que la nôtre n'a accordé autant d'importance à l'homme, sa vie, sa santé, ses droits. »

Et Jacques Attali dans le même journal : « Une crise volontaire, la plus grande depuis un siècle ; déclenchée délibérément par l'humanité presque tout entière¹⁴, pour sauver des vies, parce que seul un confinement pouvait les protéger. »

Ici aussi, on s'aperçoit que la Suède n'existe plus... On a fait ce qu'il fallait parce qu'il n'y avait pas le choix, et pour la santé de tous. Mais est-ce pour la santé de tous que le gouvernement a poussé à faire annuler les rendez-vous d'une multitude de malades restreints dans leur accès au soin par faute d'être malade d'autre chose que du coronavirus ?¹⁵
Non ! Les peuples ne peuvent pas, *ne doivent pas*, laisser passer cette écriture de l'histoire, d'un confinement répondant à une logique objective de santé publique. Il n'est plus un secret que le développement des maladies infectieuses trouve son origine dans la destruction des espaces naturels, la concentration de population toujours plus nombreuses et précaires entassées dans les grandes villes.

« ...le chercheur Jean-Claude Manuguerra, qui a dressé dès 2013 à l'Institut Pasteur le portrait-robot du pathogène émergent pandémique type du XXI^e siècle : « Un ARN doué d'une grande plasticité génétique, contagieux à transmission respiratoire, d'origine zoonotique issu d'une région où se produisent de grands changements d'usage des terres, amplifié chez l'homme au sein d'une mégalopole. »¹⁶

Mais régler de manière harmonieuse les rapports entre l'humain et la nature, réduire l'opposition entre la ville et la campagne, de même que le développement de la santé publique totalement gratuite, cela ne peut en aucun cas être conquis définitivement par les masses en dehors du communisme. La logique pragmatique qui voudrait trouver absolument une solution à appliquer pour le capitalisme en attendant des jours meilleurs est une illusion. « Il fallait investir dans les moyens de la santé ? », « Il ne fallait pas détruire les espaces naturels ? ». Mais le capitalisme ne peut pas exister autrement qu'en considérant la nature et chaque activité de la vie humaine dans le giron du profit. Il ne peut pas épargner des espaces naturels qu'il ne voit que comme *propriété foncière, matière première, et implantation industrielle* afin d'extraire la plus-value. Il ne peut pas faire autrement. Quiconque néglige ce fait est condamné à végéter dans les illusions réformistes en ne pouvant que contempler des jours à venir toujours plus sombres. Car comme disait Marx, la devise du capitaliste c'est « Après moi le déluge ! ». Il ne peut pas se soucier de ce que l'accumulation du capital exige la destruction de l'environnement et de ce que ça implique pour la santé humaine.

Une fois de plus les réformistes à la suite de la bourgeoisie, s'arrangent pour qu'on n'aborde pas la critique du mode de production capitaliste dans son essence même, dans sa nature inhérente de fléau pour la nature et l'espèce humaine.

Les conséquences du régime de confinement sur la situation du prolétariat

Des bourgeois un peu sensés disent :

¹⁴ Les gouvernements bourgeois du monde entier représentent l'humanité !

¹⁵ Dans un article du journal *Le Monde* des 12, 13, 14 mars 2020, William Dab, ancien directeur général de la santé reconnaît « En fait, nous aurons aussi à déplorer des répercussions sur la santé à moyen terme qu'on peut appeler indirectes parce que ce n'est pas le virus qui sera en cause, mais les complications chez les patients souffrant de maladies cardiaques, pulmonaires, rénales, etc.(...) le fait que le suivi des malades chroniques est moins bon parce que le système de soin est saturé par l'épidémie. Il faut donc s'attendre au total à plusieurs dizaines de milliers de décès directement et indirectement liés à l'épidémie. »

¹⁶ *Les Echos*, 21 avril 2020.

« Si l'économie mondiale est aujourd'hui à l'arrêt ou presque, si nous avons basculé dans une vie complètement différente, ce n'est ainsi pas directement à cause du COVID-19, mais à cause des mesures qui ont été prises pour l'enrayer (...) c'est un fait que le nombre de victimes (environ 0,005% de la population mondiale infectée et moins de 0,00025% tuées) ne pourrait à lui seul stopper des industries entières ni bloquer la quasi-totalité du commerce mondial. » (Echos 3 et 4 avril 2020 propos des dirigeants de VAE Solis Communications).

On comprendra qu'en perdant son énergie dans la lutte pour l'obtention du placebo (masques, gels hydro alcoolique) ou pour un « revenu de confinement », on perd de vue les intérêts fondamentaux du prolétariat car ce n'est pas le coronavirus qui plonge des millions de gens dans la misère mais bien le régime de confinement. Il aggrave terriblement les conditions d'existence du prolétariat et des larges masses à travers le monde. Aux USA, la solution radicale est la destruction des forces productives. En une semaine, 6,65 millions d'Américains se sont inscrits au chômage. Boeing va licencier 160 000 salariés. Plus de 900 000 emplois détruit en un mois en Espagne ! « En 14 jours, on a assisté à la perte de 900 000 emplois, soit l'équivalent de ce qui s'était produit en 100 jours, entre octobre 2008 et février 2009, à la suite de la chute de Lehman Brothers », souligne le ministre de la Sécurité sociale, José Luis Escrivá. (*Les Echos* des 3 et 4 avril 2020)

Les différentes industries rentrent dans une crise brutale. Au Pakistan, environ 500 usines textiles sont fermées en raison du confinement. Pour la situation du prolétariat au Cambodge et au Bangladesh, où les conditions des prolétaires du textile sont parmi les plus dures (effondrement des locaux causant de nombreux morts, ouvrières s'écroulant de fatigue etc.) cette situation va mener à une paupérisation meurtrière.

Le journal *CQFD* publie un entretien avec un prolétaire Sénégalais vivant à la rue à Grenoble, Waku Moïse : « Je serais encore en train de travailler s'il n'y avait pas eu le coronavirus. Le centre de tri s'est séparé des intérimaires, dont moi, et d'une partie des salariés, deux jours avant le confinement. Je n'ai plus de travail depuis. Je n'ai pas le droit au chômage. Je vais être payé le 12 avril, j'ai fait quatre jours d'intérim, alors vu que les Restaurants du cœur sont fermés, je bricole comme je peux. » (*CQFD* n°186 avril 2020)

Et comment trouver du travail étant donné que les agences d'intérim et le pôle emploi ont fermés ?

Cela ce n'est pas la situation « des jours d'après », c'est celle de maintenant.

La fermeture des marchés de quartiers a pour conséquences de forcer les populations les plus précaires à s'approvisionner dans les grands monopoles de la distribution (Carrefour, Auchan etc.) dans des queues interminables et une concentration bien plus sujette à contagion que dans un marché en plein air. La fermeture de milliers de bureaux de postes a eu un autre effet de paupérisation dans la population prolétarienne. Les plus précaires n'ont plus accès à leurs comptes, des distributeurs automatiques ne fonctionnent plus, il est impossible d'effectuer certaines opérations en dehors de l'internet. Ceux qui sont à découvert en ont pour leur frais. La banque n'a pas besoin de présence physique pour leur imposer le racket.

La crise en France a directement une répercussion dans les pays qui sont dépendants d'elle pour ses importations en denrées alimentaires. En Algérie par exemple, on assiste à une montée des prix qui va accentuer la paupérisation de la population. Dans les colonies françaises, entièrement dépendantes de la métropole colonialiste, c'est la même situation qui va prévaloir. Situation qui ne pourra empêcher des mouvements de contestations pouvant aller jusqu'au soulèvement populaire. Quelle sera alors la position des communistes ? Le soutien et la participation active ou l'injonction à respecter les mesures de distancions sociales car l'heure est à « la santé avant tout » ?

S'il y a destruction d'un camp de réfugiés, de Rroms avec expulsion, il n'y a pas de résistance organisée. Si les ouvriers d'une entreprise se mettent en grève contre leurs conditions de travail en période de confinement et que le gouvernement leur envoie les flics, il n'y a pas de forces pouvant organiser la défense des grévistes, pas de forces réelles de résistances. Voilà l'application pratique du respect du régime de confinement. En toutes circonstances, les conflits de classe sont de toute façon inévitables. Prenons l'exemple de l'équipementier aéronautique Mecachrome où une grève a éclaté à Amboise parce que la direction – soucieuse de mesures sanitaires - avait fermé les douches pour les ouvriers de l'équipe de nuit ! A l'image de la société qui nous apprend à nous laver les mains face aux virus. Virus dont la seule propagation a amené les pouvoirs publics à supprimer toute l'hygiène publique existante ! (Toilettes des hypermarchés, toilettes publiques...). Il y a aussi le cas des éboueurs qui se sont mis en grève à Poitiers etc. Prenons encore la situation de l'agriculture où les capitalistes n'ont pas pu trouver la main d'œuvre nécessaire et ont dû soit réquisitionner des réfugiés (Seine-et-marne), soit renoncer aux récoltes. Là aussi, il y a une situation où le prolétariat agricole peut profiter de la situation pour forcer les capitalistes à augmenter les salaires. Mais si c'est la peur qui règne, c'est la stagnation. Faute d'avoir saisi l'occasion, les prochaines récoltes reprendront sûrement dans des conditions plus dures, avec des salaires toujours plus bas, que les

capitalistes de l'agriculture justifieront par la crise sanitaire. Et qu'advient-il des étrangers réquisitionnés après les récoltes ? Est-ce qu'ils trouveront la force d'une organisation politique ou syndicale pour défendre leurs droits, pour éviter qu'ils soient renvoyés à leurs conditions de misère une fois le profit des gros paysans assuré ? La panique ayant causée une augmentation de la demande de produits de premières nécessité, c'est le prolétariat qui en paye les frais. Comme dans les abattoirs, où les conditions extrêmement dures d'exploitation se voient amplifiées ; il faut produire plus, plus vite. Les restrictions au travail de nuit sont balayées. Les ouvriers d'Eau de Paris qui luttent contre leurs conditions de travail insalubres, notamment leur exposition à l'amiante ont suspendu leur grève commencée depuis le 25 février. Comme tant d'autres, une grève pour préserver la santé. On peut obtenir des protections contre le coronavirus mais continuer à mourir de la multitude des cancers industriels qui accompagne la condition prolétarienne. N'était-ce pas au contraire l'occasion de frapper un grand coup, de profiter de l'occasion pour gagner ses droits légitimes ? On voit comment toute concession à l'union nationale affaiblit la conscience combative de classe.

Dans les quartiers populaires, la population est soumise plus que d'habitude à l'autoritarisme de la police. Le 18 avril 2020 à Villeneuve-la-Garenne, elle a lourdement fracturé la jambe d'un jeune en le percutant avec leur véhicule. A Béziers, la police embarque une personne qui n'a pas son attestation. Tout au long du trajet vers le commissariat, les policiers s'assoient sur la victime. Elle arrivera morte étouffée. Des vidéos ont circulées sur les réseaux sociaux internet sur les violences policières, comme aux Ulis ou à Torcy. On déploie des hélicoptères pour préparer des attaques policières contre les jeunes, sous prétexte qu'ils occupent les toits pour y faire des barbecues...un homme Afghan est abattu par la police au foyer Romain Rolland. Dans plusieurs cités, poussée par la condition insupportable du confinement et le harcèlement policier, la jeunesse a répondu par la révolte.

Les revendications

Il y a un dicton bien connu qui dit que la peur est mauvaise conseillère. Malheureusement les revendications émanant des travailleurs et des organisations syndicales sont essentiellement inspirées de la peur semée par les médias pendant plusieurs semaines de matraquage sur le coronavirus. Matraquage sensé préparer le consentement du régime de confinement et les mesures d'économie de guerre.

1er problème : Les revendications de la classe ouvrière face à la pandémie

« La fermeture de toutes les activités non essentielles ». C'est le mort d'ordre général. Tout d'abord, c'est prôner le confinement de la population et donc, son inévitable paupérisme. Théoriquement les salariés au SMIC toucheront l'intégralité de leurs salaires. En vérité, des demandes de chômage partiel sont refusées en grand nombre et dans les petites entreprises, suivant le statut des travailleurs, le degré d'organisation, beaucoup ont accepté de se faire imposer des congés payés. Ne parlons même pas de la situation des travailleurs *au noir* qui se retrouvent sans salaire, démunis de tout pour toute la période de confinement. Quant aux petits commerçants, un grand nombre sera ruiné et viendra grossir les rangs du prolétariat, dans l'armée industrielle de réserve. Dans les industries fonctionnant avec un grand nombre d'ouvriers intérimaires, de travailleurs « à temps partagé » détachés par les agences de placement, ceux-ci sont les premiers à être sacrifiés, avec les chômeurs qui arrivent en fin de droit, les allocataires du RSA. La classe ouvrière, sa composition la plus précaire va reprendre le travail –pour ceux qui pourront trouver acheteur de leur force de travail – à genoux. La peur au ventre que constituera la violence de la crise, la peur de perdre son travail, vouloir le conserver à tout prix, au prix du respect des mesures antisociales des ordonnances-sclérotées. A côté il y a ceux qui en contrats moins précaires, ne toucheront tout de même que 84% de leur salaire mais tout en continuant à payer loyers et charges, donc abaissement du salaire réel.

Mais en partant du fait que, dans de nombreuses entreprises, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui se sont organisés pour la fermeture, pour le confinement, il faut donc avoir à l'idée que la reprise peut avoir deux aspects. D'une part que les travailleurs soient massivement plus conscients de leurs capacités à faire respecter leur droit élémentaire à la santé. Auparavant, les travailleurs les plus précaires, en particulier les intérimaires hésitaient à réclamer les équipements de protections individuels (EPI), on leur faisait comprendre par la précarité de leur situation qu'ils n'ont rien à réclamer. Mais d'autre part, il faut aussi s'attendre à ce que, dans un premier temps, la classe ouvrière reprenne le travail au garde-à-vous, écrasée par les dures sanctions économiques imposées par le régime de confinement. En définitif, ce qui est sûr, c'est que la haine du gouvernement et des patrons trouvera un écho plus large dans la classe ouvrière et chez la masse des esclaves salariés.

Que sont les secteurs « non essentiels »¹⁷ ? Une telle conception nous renvoie à un problème impossible à résoudre dans la mesure de la coopération capitaliste.

En effet, les secteurs « essentiels » mettent en branle tout un réseau d'entreprises de secteurs « non essentiels ».

L'industrie pharmaceutique par exemple conditionne ses produits. Ce qui nécessite la fourniture de produits d'emballage en verre, en plastique, qui sont livrés non en vrac mais dans des cartons donc fait fonctionner inévitablement les secteurs du bois (les palettes), les verreries, l'industrie du plastique et du cartonnage etc. Il en est de même pour tout l'agro-alimentaire qui n'en a pas moins besoin que l'industrie pharmaceutique d'emballer mais aussi d'étiqueter ses produits, donc fait fonctionner les entreprises qui fournissent en étiquettes. Des usines diverses fournissent ainsi les hôpitaux. Il faut encore considérer la nécessité du transport de marchandises via les supermarchés. Ce qui veut dire mettre en branle toute la filière logistique. Les camions ont besoins d'être réparés de même que les bus, les voitures de particuliers sans lesquels dans certains territoires on fait difficilement ses courses. On a vu que c'est pour ça que les garages ont été qualifiés d'essentiels. Mais aussi pour la nécessité des réparations des véhicules du secteur de la santé. Mais qui dit réparation automobile dit pièces automobile ! Donc les ouvriers qui fabriquent des pneus sont nécessairement entraînés dans la boucle, de même que les ouvriers produisant des pièces automobiles nécessaires à toutes réparations. Ensuite le garage utilise des huiles et des graisses industrielles nécessaires au bon fonctionnement d'une automobile, donc l'industrie chimique ! Et, développement de l'électronique dans l'automobile oblige, le garage met en branle l'industrie électronique. La machine productive est ainsi complexe, et l'absence d'un secteur jugé trop vite et sans réfléchir « non essentiel » peut provoquer pénurie et paralysie d'un secteur essentiel. L'abattoir nécessite des outils de coupe donc de la métallurgie, le fonctionnement des lignes de communication également. Ramassage des déchets, traitement des déchets...

« Outre le risque de retrait du personnel, l'industrie de la viande redoute les dysfonctionnements logistiques. Les retards ou les non livraisons de fluides frigorigènes, d'emballages, de cartons, de films et autres étiquettes. La poursuite de l'enlèvement des déchets est elle aussi « vitale » à la poursuite de l'activité des abattoirs. S'il s'interrompait, les usines seraient rapidement contraintes à l'arrêt, faute de pouvoir stocker. »¹⁸

On en vient finalement au fait que la machine productive essentielle est tellement tentaculaire, concentre tellement de salariés...qu'elle balaye toute crédibilité du caractère salvateur du confinement ! Ne serait-ce que le secteur de la production pharmaceutique qui se répartit en 271 sites, donc 271 foyers nationaux d'infection. Le secteur agricole est en manque de dizaines de milliers d'ouvriers pour les mois de mars et avril. Donc des dizaines de milliers de foyers d'infection en plus sur les secteurs essentiels. Prenons l'entreprise FM Logistic : « Le groupe spécialisé dans l'entreposage et le transport pour le compte de grands clients n'a fermé aucun de ses 45 sites logistiques XXL en France, car il travaille à 70% dans l'Hexagone pour les secteurs de l'alimentaire et de la grande distribution. » (*Les Echos* 3 et 4 avril 2020) Donc 45 foyers « XXL » de propagation possible du virus dans un secteur essentiel !

En fait, une telle chose ne peut que renforcer les plus grands monopoles capitalistes qui seront maintenus sous perfusions par l'Etat, ruiner les plus petites entreprises, les paysans les plus fragiles financièrement, les petits commerçants et plus massivement le prolétariat et les masses travailleuses. Elle ne peut pas servir les intérêts de classe du prolétariat. La situation nécessite la grève pour exiger les mesures d'urgences de soin pour la santé publique, pour que tous les malades puissent être pris en charge le mieux possible, de briser le confinement pour faire fonctionner l'immunité collective. Et bien sûr, de reprendre la rue pour prendre d'assaut le pouvoir.

L'acceptation du confinement a aussi amené le développement d'une certaine forme d'égoïsme. *Je* reste chez moi et demande l'intégralité de mon salaire, pendant que *tu* iras travailler 60 heures par semaines s'il le faut pour que je puisse continuer à acheter mes produits de premières nécessités, qu'on continue à vider mes poubelles, que je puisse téléphoner et surfer sur internet...

C'est clairement le sens d'une page facebook qui se veut révolutionnaire du nom de « Si tu veux mon avis » qui va jusqu'à dire : « Bien sûr, il y a une contradiction : les masses luttent, mais certains outils essentiels doivent rester ouverts absolument pour le bien de la population, qui estimera légitime un autoritarisme face aux travailleurs et travailleuses de la santé, de la logistique ou du réseau internet par exemple. » (!)

¹⁷ La culture n'étant pas considérée comme essentielle. Dans la société de confinement, plus qu'en « temps normal », la culture c'est la télévision et Netflix. Cela suffit amplement aux masses pour lesquelles de nombreuses chaînes payantes ont été rendues gratuites afin de faciliter l'abrutissement général au service de la résignation à l'ordre établi.

¹⁸ Les Echos « Les abattoirs inquiets malgré un afflux de commandes ». Mardi 24 mars 2020.

Donc non seulement, les uns doivent aller au casse-pipe légitimement, mais en plus « Si tu veux mon avis » justifie l'autoritarisme sur les travailleurs pour « le bien de la population » qui doit pouvoir continuer, au prix de 60 heures de travail hebdomadaire des autres, à pouvoir manger (est-ce qu'il se soucie de savoir quand vont manger ceux qu'il assigne au travail obligatoire ?) et, bien sûr, à pouvoir regarder ses séries sur Netflix...

Il n'existe aucune justification pour l'autoritarisme bourgeois sur les travailleurs quand on est révolutionnaire ! Le fait que cette page assez suivie sur facebook puisse défendre une telle chose est bien l'illustration de la faillite du révolutionnarisme petit-bourgeois qui pullule sur la toile et débitent des âneries à la vitesse de la fibre optique.

2ème problème : Les moyens de l'action

Lorsque l'on revendique quelque chose, on doit être en mesure d'agir pour obtenir ce que l'on veut. Cela va de soi. Le journal « Unité CGT » a parfaitement raison de dire :

« Sans ces secteurs et sans les travailleurs de la logistique, de la grande distribution, de l'agro-alimentaire, de l'énergie, des industries chimiques, des transports, de la métallurgie, du bâtiment, du nettoyage, des égouts et du traitement des déchets, sans les saisonniers agricoles, bien souvent clandestins et payés sous le SMIC, sans les ouvriers (productifs, comme non productifs), sans la classe ouvrière, le pays s'effondrerait. »

On connaît la fameuse phrase de Karl Marx : « N'importe quel enfant sait que toute nation crèverait, qui cesserait le travail, je ne veux pas dire pour un an, mais ne fut-ce que pour quelques semaines. »¹⁹

On ne peut s'empêcher de penser à tous ces intellectuels de la grande et de la petite bourgeoisie qui clament sans arrêt que la classe ouvrière a disparue, et qui à chaque crise redécouvre son existence et son rôle essentiel dans la production sociale. Il faut alors flatter hypocritement les ouvriers sur leur rôle essentiel pour qu'ils puissent faire survivre la société, c'est-à-dire dans le temps présent, faire survivre le régime d'exploitation de l'humain par l'humain. Mais n'oublions pas que la grande frayeur une fois passée, ils n'hésiteront pas à ressortir leur théorie « la classe ouvrière n'existe plus. »

C'est cependant du point de vue de l'action que ce situe le problème qu'introduit Unité CGT : « Dans l'immédiat, nous sommes confrontés à une situation paradoxale : au nom de la santé de l'économie, le gouvernement fait passer 25 ordonnances-sclérotantes qui anéantissent nos droits et conquies sociaux, sans que nous puissions correctement y répondre à cause du confinement. »

« Que se passera-t-il par exemple quand les travailleurs seront privés dans les faits du droit de retrait et demanderont à la CGT de poser des jours de grève pour pouvoir au moins se protéger malgré la perte de salaire ? Que se passera-t-il quand les médias et le gouvernement attaqueront, d'abord sournoisement puis frontalement le droit de grève ? »

S'organiser contre les attaques du gouvernement ? Mais à partir du moment où on accepte de respecter les mesures de confinement on s'ôte tout simplement tout moyen de faire face aux attaques du gouvernement, de faire abroger les ordonnances sclérotantes ; voilà le fond du problème. Ça ne peut que nous renvoyer au mélenchonisme, prônant la manifestation sur internet...

C'est la voie trotskyste de la « Révolution permanente » telle que Lutte Ouvrière nous la fait partager par la voix de ses collègues d'Italie (*L'Internazionale*). Dans leur déclaration publiée dans « le journal d'Arlette Laguiller » du 20 mars 2020 on peut lire : « Les travailleurs, en particuliers ceux des petites entreprises, doivent exiger la réalisation de ces promesses.²⁰ L'interdiction de rassemblement du décret gouvernemental ne doit pas empêcher l'organisation et la vigilance des travailleurs. Pendant quelques semaines, il ne sera pas possible de se réunir, ni d'organiser des assemblées générales. Mais la technologie nous donne les moyens de nous retrouver et d'échanger des informations. »

On pourrait se dire : et si la bourgeoisie censure internet comme en Chine ou au Myanmar, ou tout simplement en supprime l'accès, qu'est-ce qui reste... ? Que les manifestants de France se rappellent quand, lors des mobilisations des Gilets Jaunes, internet était brouillé sur tout un périmètre pour empêcher les communications des lieux de rassemblement que s'échangeaient les manifestants !

¹⁹ Lettre de Karl Marx à L. Kugelmann, 11 juillet 1868.

²⁰ Il s'agit des promesses faites par la bourgeoisie italienne de « soutien » aux prolétaires sans revenus. La voie bourgeoise bien connue de la promesse permanente...

Exiger le confinement et l'arrêt des activités non essentielles dans ces conditions-là, c'est condamner les travailleurs et les travailleuses concernés à une paupérisation certaine, sans aucune garantie d'organisation de la défense de leurs intérêts de classe. Ainsi certaines organisations syndicales lorsqu'elles demandent de fermer telle ou telle entreprise peut-elle garantir la défense des intérimaires qui seront jeter sur le pavé, renvoyé à l'armée industrielle de réserve ? Peut-elle même défendre leur droit aux allocations chômage dans une situation où les agences pôle emploi sont fermées ? Pour les prolétaires renvoyés au chômage partiel peuvent-elle appliquer la revendication du maintien des salaires sans mobilisations ? Non, elles ne peuvent rien faire de tout cela dans le cadre du respect du confinement²¹. Et elles demandent donc pratiquement la baisse des salaires réels d'une partie considérable du prolétariat et des masses travailleuses.

Régénérer le capitalisme ou creuser sa tombe ?

Avec la menace de la crise apparaît toujours l'Etat comme sauveur des grands monopoles. Le ministre de l'économie agite la possibilité des nationalisations. C'est l'occasion une fois encore, des illusions très répandue dans le syndicalisme sur les fameuses nationalisations. Après des décennies de lutte de classe, c'est l'éternel retour de la même duperie : il faut nationaliser telle ou telle entreprise, telle ou telle branche d'industrie ! On n'a toujours pas compris ce que sont les nationalisations en régime capitaliste, que, capital public et capital privé forme les deux face d'une même médaille dans un pays impérialiste comme la France. Dans *Les Echos* 25 mars 2020, les patrons, eux, moins naïfs, savent bien à quoi sert une nationalisation :

Pascal de Izaguirre, PDG de Corsair : « Pour qu'il existe encore un minimum de concurrence demain dans le transport aérien, nous avons donc besoin de mesures fortes du gouvernement, et pas seulement des reports de charges et de taxes. » Quant à ses deux actionnaires allemands Intro Aviation et le groupe TUI : « Tous deux seraient donc tout à fait disposés à laisser entrer l'Etat français, fusse au prix d'une perte de contrôle, le temps nécessaire au PDG de Corsair pour organiser une solution plus durable, avec de nouveaux actionnaires privés. » (*Les Echos*, 21 avril 2020)

Les nationalisations n'ont jamais servi à autre chose ! L'Etat assume les investissements que le capitaliste ne peut pas assumer, et lui remettra la main une fois les comptes assainis. Les exemples sont légions en France s'il fallait expliquer les liens entre capital public et privé. Prenons seulement Lagardère, dont le père était le dirigeant du monopole public de l'armement *Matra*, le groupe *Eramet*, dont les dirigeants, la famille Duval doit toute sa fortune à la colonisation et à l'argent public. On pourrait y consacrer un article entier.

Du point de vue de la corruption de la conscience de classe, le mot d'ordre de nationalisation prend tout son sens dès lors qu'on analyse la nature des monopoles français. Vallourec, par exemple, première société parapétrolière française ayant l'Etat pour actionnaire, a annoncé la suppression de 900 emplois en Amérique du Nord. Les défenseurs des nationalisations s'intéressent-ils au fait que *leurs* monopoles nationaux exploitent aussi des prolétaires d'autres nations ? L'entreprise nationalisée ainsi peut-elle appartenir au *peuple* ? Safran, Renault etc., exploitant des prolétaires dans le monde entier doit être le bien commun du peuple français ? C'est de l'adaptation aux intérêt de sa bourgeoisie, de la collaboration de classes. Il en est de même pour la campagne patriotique contre la privatisation d'ADP. Ce dernier est présenté par les réformistes comme un « service public », alors qu'ADP est un monopole capitaliste qui contrôle des dizaines d'aéroports dans le monde entier (en Tunisie, en Arabie Saoudite, en Géorgie etc.). On peut donc posséder 100% d'un aéroport en Géorgie, 60% en Tunisie et être un « service public » appartenant *aux français*, sans se soucier du *public* étranger. On ne peut pas faire plus bel exemple pour démontrer à quel point l'impérialisme corrompt les mentalités y compris au sein du prolétariat – mais surtout dans ces couches les mieux rémunérés des grands groupes, et dans la bureaucratie syndicale.

Tous les capitalistes attendent en ce moment d'être renfloué par la BPI. Avec ses prêts remboursables sur plusieurs années, elle permet aux capitalistes d'avoir une rentrée d'argent cash, ce qui leur permettra de voir venir avant les prochaines réorganisations, afin d'investir et de préparer sereinement les prochains plans de licenciements d'ici là.

La revendication d'un soutien financier aux PME et TPE revient souvent au niveau des syndicats. Pour ne rien changer à ces revendications que la bourgeoisie applique d'elle-même sans demander l'avis aux syndicalistes. Par exemple en reconvertissant certaines productions pour les masques (Eminence, Petit Bateau, Saint James, les Tissages de Charlieu,

²¹Seuls les travailleurs les mieux organisés dans leurs syndicats importants ont pu obtenir le même traitement pour les intérimaires que pour les salariés permanents. Mais pas toujours le maintien du salaire complet. D'autant plus que l'augmentation du prix des produits de consommation, le maintien des loyers et factures que doivent payer les prolétaires revient à la baisse importante des salaires réels.

Mulliez-Flory etc.) ou le gel hydroalcoolique.(Des entreprises comme Mane, Robertet et IFF, une PME comme Arthès, dans le pôle industriel de la parfumerie de Grasse etc.)

« J'ai eu des retours de petits employeurs qui ont du mal à accéder aux aides gouvernementales. Ce sont pourtant les petites entreprises qui en ont le plus besoin. » témoigne Philippe Martinez, dans *L'Humanité* des 27, 28 et 29 mars 2020. Il ne faut pas oublier qu'une grande partie des PME et TPE sont avant tout des sous-traitantes de grands groupes capitalistes. Souvent même, engendrés par le grand groupe soit en s'étant débarrassé d'une partie de son activité industrielle soit qu'il en a créé une autre en engendrant une filiale. Ces PME sont véritables pourvoyeuses du travail précaire. Lorsque le capitalisme est en crise, le rôle des révolutionnaires est d'organiser les forces qui vont lui porter le coup de grâce et non de relever la production, pour que tout redémarre comme avant.

La France serait menacée dans son indépendance. La bourgeoisie le claironne. La France est un pays où l'on trouve de grands Génomies, l'industrie pharmaceutique y est importante. La revendication des moyens pour la science perd de vue le caractère capitaliste des industries faisant avancer cette même science, et la course aux monopoles pour refiler son vaccin au monde entier plutôt que celui d'un autre. Le dirigeant de Sanofi appelle à « créer un leader européen des principes actifs pharmaceutiques basé en France... ». « C'est pourquoi des dérogations supplémentaires à la réglementation européenne sur les aides d'Etat pourraient être envisagées afin de permettre aux Etats membres de soutenir des investissements stratégiques dans des usines à la pointe de la technologie et du digital. Ceci renforcerait la compétitivité de la région au niveau mondial, et surtout sa capacité à répondre et à innover en temps de crise. Pour augmenter les chances de l'Europe d'être compétitive et prospère dans un monde post-globalisé, il faut améliorer sa capacité à tirer le maximum de ses forces internes. » (*Les Echos* 30 mars 2020)

Ici il n'est pas question d'intérêts généraux sanitaires au-dessus des classes mais de la compétitivité de l'entreprise française, de l'Union capitaliste européenne face aux autres impérialistes. La concurrence est acharnée entre les monopoles mondiaux de l'industrie pharmaceutique pour le partage des marchés des médicaments et du vaccin nouveau. Les français Sanofi, BioMérieux, Roche etc, les américains Moderna, Inovio et J&J, les allemands BioNTech, CureVac et Pfizer, le chinois CanSino Bio etc.

Dans certains pays, la situation est explosive et les masses font comprendre aux gouvernants qu'il n'y a pas de « jours d'après » à attendre : soulèvement en Guinée où « Durant la journée 600 bureaux de vote ont été saccagés, des urnes brûlées. » (AFASPA) en opposition au régime d'Alpha Condé, soulèvement en Afrique du Sud. Au Liban, en Inde, en Iran, cette pandémie est une occasion de plus de la nécessité de renverser les exploités. « Il vaut mieux mourir du coronavirus que de mourir de faim » entend-on dans les manifestations. Et en France ? Faut-il faire le procès du gouvernement pour ne pas avoir confiné la population plus tôt ? C'est trop minable, quand le temps est à la révolte ! Le 14 avril 2020, les prolétaires de la Fédération Nationale des Industries Chimiques de la CGT publient, une circulaire critique du régime du confinement. C'est le premier exemple, dans le mouvement ouvrier organisé en France remettant en cause le « deal du confinement » selon une juste formule d'un prolétaire de la chimie.

En fait de telles crises révèlent les faiblesses de l'Etat bourgeois qu'un Parti révolutionnaire suffisamment solide pourrait mettre à profit. « Une trentaine de postes de police ont fermé leurs portes afin de redéployer des effectifs vers de plus gros commissariats. » apprenait-on dès le premier jour du confinement. Le pouvoir populaire se nourrit de ses faiblesses, à condition d'être en capacité de les utiliser, à condition d'être dans cet esprit moral de lutte. La première tâche consiste donc à exciter à la haine de la bourgeoisie, à ouvrir la perspective de la nécessité du communisme comme thème central dans les interventions, les assemblées pour les camarades qui travaillent, pour ceux que le pouvoir veut confiner mais qui doivent s'organiser pour continuer à maintenir le lien physique avec les prolétaires.

A partir du moment où les masses populaires ont accepté psychologiquement qu'une épidémie pouvait justifier leur confinement au prix d'arrêter même des mouvements de grève en cours, on s'imagine mal comment elles pourraient affronter des dangers bien plus grands, comment elles réagiront à une guerre par exemple. On imagine facilement que le gouvernement réactionnaire pourra sonner la fin de tout grand mouvement social en invoquant une réelle ou supposée « deuxième vague épidémique » ...

Un autre bourgeois sensé dit :

« D'une manière générale, les infections des voies respiratoires inférieures, comme le coronavirus, sont la maladie transmissible la plus mortelle de la planète et seraient, selon l'OMS, à l'origine de 3 millions de décès annuels pour lesquels

nous n'immobilisons pas le monde. Nous faisons donc bien des choix. (...) « Nous n'arrêtons pas de travailler parce qu'il y a dans le monde 2 millions de morts par suite d'accidents ou maladie du travail chaque année. »²²

En révélant cyniquement cette grande hypocrisie qui règne dans la société capitaliste, il nous renvoie à nos taches communistes, car justement nous œuvrons pour que ces faits de crimes industriels soient des raisons d'arrêter les machines, de la grève générale et de l'insurrection prolétarienne pour mettre à bas la société d'exploitation. Il est à noter d'ailleurs, qu'après avoir prôné le confinement mondial, les médias capitalistes, comme Les Echos, se sont finalement fait chantres du déconfinement par peur de freiner par trop l'accumulation du capital. Tout d'un coup la stratégie de l'immunité collective, qui était critiqué dans les pays non confinés apparait comme par magie à nos capitalistes comme la seule solution. On redécouvre que pour qu'une épidémie s'éteigne il faut que 60 à 70% de la population soit contaminée et ai vaincue le virus par ses anticorps. Et après la bataille des masques « distribuer des masques, mais pas trop (il faut que les gens attrapent la maladie) ... »

Les capitalistes veulent reprendre la production dans les conditions nouvelles où ils pourront expérimenter le prolongement de la durée de travail, l'imposition des congés payés etc. Pour les révolutionnaires, reprendre la production doit signifier briser l'atomisation des prolétaires, organiser les forces du prolétariat au sein des lieux d'exploitation, étendre la propagande anti bourgeoise avec une analyse communiste de la crise actuelle, préparer les futurs assauts contre l'ordre établi.

Les Echos du 21 avril 2020, nous donne le ton sur la reprise du travail. Plusieurs exemples d'entreprises sont cités et on comprend bien que, après une adaptation pour pouvoir produire avec le même niveau qu'avant la crise, les mesures de distanciation se présentent comme l'organisation rêvée de l'usine !

Usine PSA à Hordain :

« L'organisation des locaux a, elle, été revue pour préserver partout la distance minimale de 1 mètre entre deux personnes. », « Dans les toilettes, nous avons par exemple condamné un sanitaire sur deux » explique le DRH. Dans les salles de pause « les tables sont désormais individuelles et espacées comme dans des salles d'examens. »

Plus loin :

« Les salariés qui le pourront seront priés d'arriver en tenue afin de limiter le nombre de passages dans les vestiaires. Les postes de travail ont été revus de la même manière, avec des marquages au sol de la signalétique et des sens de circulation pour rappeler la nécessité de garder ses distances. »

A la Hague, l'usine de retraitement des combustibles nucléaires usés d'Orano (ex-Areva) :

« Dans les salles de repos, on a supprimé des chaises et des tables pour assurer le respect des règles barrières... ». Autrement dit, on ne pourra pas s'y reposer...

L'usine Guitton de Trémeur, spécialiste de la bétaillère, de camions pour l'armée ou les pompiers etc. :

« Pour éviter que le personnel ne se croise, le petit site Guitton (...) a été découpé en trois zones marquées par des couleurs et les salariés tous masqués portent des brassards aux couleurs des zones. (...) Le personnel qui ne rentrait que par une porte passe désormais par trois entrées. »

On voit bien là que la toute la perversité bourgeoise y trouve son compte ! Tu travail, tu circule, tu évites de croiser trop tes collègues de labeur, limite si tu à le droit effectif de leur parler ! Pas de rassemblement, pas de confidences rapprochés, tu rentres par une porte et tu sors par une autre. L'argumentation sanitaire vient ici s'opposer au rassemblement quotidien des ouvriers entre eux, et même restreindre leur accès à l'hygiène (on supprime un sanitaire sur deux, plus haut, comme on l'a vu, on tente de supprimer les douches !)

Pendant ce temps de prétendue lutte commune contre le coronavirus, à l'aciérie SAM à Montereau-Fault-Yonne, un ouvrier de 60 ans, syndicaliste CGT est mort écrasé suite à la chute d'une poche de 100 tonnes d'acier liquide. Le martyr ouvrier n'a

²² Jean-Philippe Delsol, Président de l'institut de recherche économiques et fiscale *Les Echos* 10, 11 et 12 avril 2020.

pas cessé un instant. Les revendications pour lesquels les prolétaires luttent tout au long de l'année serait-elle devenue caduque un beau jour du 17 mars 2020 ?

Nos aînés révolutionnaires ont connu la lutte dans des conditions extrêmement difficiles, les dangers étaient nombreux. La lutte de classe ne peut pas se passer d'effusion de sang, de sacrifices et de privations. De l'insurrection du Telengana de 1945 à celle de Naxalbari en 1967, l'Inde pour ne citer qu'elle, n'a jamais été épargnée par les maladies infectieuses et la famine. C'est dans ce contexte que les mouvements révolutionnaires indiens se sont développés.

La lutte contre la bourgeoisie est une lutte difficile. En particulier pour les militants prolétaires qui ne peuvent vivre autrement qu'en vendant leur force de travail à la classe capitaliste. La rébellion contre la bourgeoisie peut nous conduire à nous voir priver de cette possibilité de survie, à la pauvreté, à la misère. Les très nombreux morts dans la rue, chaque année en France témoigne de son caractère impitoyable. S'insurger contre la bourgeoisie peut conduire à la prison ou à être exécuté. La bourgeoisie française n'hésite pas, pour défendre ses intérêts économiques à mettre des nations entières à feu et à sang (Cote d'Ivoire, Libye, Syrie...), ni même à orchestrer des génocides (Rwanda). Elle peut violer ses propres textes de lois lorsque ses intérêts l'exigent et nous condamner à la perpétuité réelle (Georges Abdallah), subir la torture (A laquelle à succombée plus d'un jeune dans les quartiers populaires).

C'est la raison pour laquelle, il est impossible de lutter contre une classe aussi cruelle et aussi bien organisée, sans avoir des principes fermes, une mentalité solide, afin d'être capable d'agir, comme la bourgeoisie devant n'importe quelles circonstances même les plus dures, les plus inimaginables²³

La bourgeoisie nous donne une bonne leçon politique. Elle nous donne un aperçu de ce que peut être une période de fascisme, avec son contrôle policier renforcé sur notre liberté de circulation, avec le développement du traçage. A nous d'en faire notre profit. Comment ne pas voir que l'on s'achemine vers une situation où l'on ne pourra plus faire que difficilement un mouvement sans en informer la police et la banque ? Face aux événements, nous sommes lents, précaires et mal organisés. Nous sommes atomisés en plusieurs cercles dont les prétentions théoriques servent trop souvent à rejeter toute unité d'action planifiée. Si on ne prend pas pleinement conscience de ça, on arrivera pas à faire progresser le mouvement communiste. Nos faiblesses m'entraîne-même à écrire - faute de moyens et d'organisation - un texte de vigilance tout en ne respectant pas les règles élémentaires de diffusion qui demandent dès aujourd'hui d'éviter au maximum les réseaux contrôlés par la bourgeoisie...

Soudainement nous nous sommes rendus compte que nous n'avions, ni locaux à nous, ni matériels d'impression... Comment communiquent les révolutionnaires éloignés les uns les autres en période de confinement, quand les seules liaisons passent par le téléphone et internet ? Comment circulent les révolutionnaires dans un contexte de contrôle policier renforcé ? Aujourd'hui, seulement des amendes et au pire quelques mois de prison. Mais lorsque ce même quadrillage policier pourra être plus dangereux pour les masses et les révolutionnaires, lorsqu'ils couteront systématiquement plusieurs années de prison ou la vie suivant l'activité politique ? Avons-nous déjà pensé sérieusement à tout ça ? J'arrête là cette contribution en laissant de côté un certain nombre d'autres questions qui mériteraient d'être développés, comme la nécessité du communisme ou encore, le développement inquiétant des outils numériques de flicage qui vont nous poser de sérieux problèmes politiques dans un avenir très proche. C'est une invitation à nous rencontrer autant qu'il se peut, dès maintenant sans attendre l'autorisation de déconfinement et à prendre les mesures nécessaires pour tracer une ligne générale d'action commune pour faire face à la situation.

Tungstène, avril 2020.

²³ Rappelons –nous que le Parti bolchévique en Biélorussie s'est édifié dans le cadre du régime pénitentiaire tsariste, ou l'exemple des militants communistes continuant la lutte organisée au sein des camps de concentrations nazies !

ANNEXES – extraits d'articles de scientifiques sur les épidémies.

Faute de temps j'ai renoncé à recopier l'ensemble des annexes prévus. Elles portent toutes sur la nature du virus et démentent certains arguments avancés par la réaction. Je les tiens à disposition des camarades qui le souhaite.

Les Echos mardi 24 mars 2020. Entretien avec le professeur de santé publique à l'université de Genève, Antoine Flahault

« L'épidémie peut réapparaître une fois levées les mesures de distanciation sociale. Seule l'immunité grégaire (« herd immunity ») va permettre définitivement à l'épidémie de s'éteindre et on sait qu'elle fonctionne quand 50 à 70% de la population aura attrapé le Covid-19. »

« La Suède et les Pays-Bas, avec le Royaume-Uni jusqu'à il y a quelques jours, ont choisis de protéger les personnes les plus à risque, notamment les personnes de plus de 65 ans, qui représentent aujourd'hui 95% de la mortalité de l'infection à coronavirus. La thèse : il faut mettre tous les moyens pour protéger ses personnes, tandis que la population plus jeune est moins confinée et c'est elle qui va être infectée avec un faible risque de complications et de décès et permettre de protéger les plus à risque. L'idée est qu'ainsi l'épidémie passe plus rapidement tout en permettant au système de santé d'absorber la vague. »

BorisJohnson a dû changer son fusil d'épaule en urgence !

« Oui, parce que l'équipe de Neil Ferguson, de l'Imperial Collège de Londres, a publié des prévisions catastrophiques sur la mortalité possible au Royaume-Uni, avec des centaines de milliers de morts si des mesures drastiques (le fameux lockdown) n'étaient pas appliquées immédiatement. Or, il se trouve que cette équipe, malgré son talent, s'est toujours lourdement trompée lorsqu'il s'est agi de prédire les précédentes épidémies : le sida, la maladie de Creutzfeldt-Jacob (crise de la vache folle), la grippe H1N1, Ebola pour rappeler quelques exemples cuisants de mauvaises prédictions. Elle a toujours surestimé grandement les conséquences. »

Une létalité très disparate à travers l'Europe (Echos 24 mars 2020)

Le Covid-19 tue 9,2% des personnes infectées officiellement en Italie mais seulement 0,37% en Allemagne.

Sa létalité réelle est un mystère mais une chose est sûre : le Covid-19 n'est pas meurtrier partout avec la même intensité, notamment en Europe. Il tue environ 9,2% des personnes infectées officiellement en Italie (6078 décès au total, sur 59 200 cas), 7,5 % en Espagne (2182 sur 28700), 4% en France (674 sur 16300 cas) et seulement...0,4% des cas en Allemagne (94 sur 24800). Une disparité de 1 à 25 qui a de quoi laisser perplexe, même en tenant compte des différences d'âge des populations, ou de qualité des infrastructures de santé, au demeurant pas spectaculaires entre la Lombardie et l'Allemagne.

Une partie de l'explication tient dans la différence de calcul entre les pays. Ceux qui, comme l'Allemagne ou l'Italie, testent largement, y compris des personnes sans symptômes, comptabilisent logiquement un plus grand nombre de cas, que ceux qui, par choix prophylactique ou manque de kits, testent surtout les cas sévères, comme la France.

La gestion de l'épidémie joue aussi. Envoyer promptement les patients à l'hôpital, comme semble l'avoir fait les médecins en Lombardie, embouteille les services d'urgence au risque de nuire à la qualité des soins. Un embouteillage qui peut s'expliquer, en outre, par le fait que l'Italie se trouve en avant de la vague épidémique. L'Espagne, dont les courbes suivent celles de l'Italie avec à peine cinq jours de retard, voit aussi ses services d'urgences débordés, ce qui explique sa létalité élevée...Malheureusement, les pays comme la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et bien d'autres encore, dont les services d'urgence tiennent encore le choc mais qui peuvent s'attendre à un afflux de malades, pourraient voir augmenter leur taux de létalité, c'est-à-dire la proportion des personnes infectées qui va en mourir.

Un test au hasard

Enfin, tous les pays ne comptabilisent pas les décès de la même manière. Certains attribuent au Covid-19 tout décès d'une personne infectée, y compris quand est impliquée une comorbidité ou une infection opportuniste. D'autres comptent seulement les décès par pneumonie interstitielle typique du Covid-19. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a estimé récemment que la létalité du Covid-19 serait de 3,5% dans le monde, trente-cinq fois pire que la grippe saisonnière.

Un calcul fondé essentiellement sur la division sommaire du nombre de décès par le total de cas enregistrés, qui est en fait...faux. D'abord, parce qu'on ne saura qui sera mort du Covid-19 qu'à la fin de l'épidémie. Ensuite, parce que le nombre de cas enregistrés ne représente qu'une partie minoritaire de la réalité, en raison du grand nombre d'infectés sans symptômes graves. L'Islande, seul pays à avoir effectué un test au hasard, a découvert que la moitié des personnes infectées ignoraient porter le virus. (...)